RCS : BORDEAUX
Code greffe : 3302

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de BORDEAUX atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2001 D 00745
Numéro SIREN : 438 239 402
Nom ou dénomination : SOFICED

Ce dépôt a été enregistré le 25/10/2012 sous le numéro de dépôt 17465

Le présent acte a été déposé au greffe du Tribunal de commerce de Bordeaux

Le 25 OCT. 2012

sous le N° 17465

01 0745

SOFICED
Société civile
Au capital de 3 348 360 €
Siège social : 32 rue de la gare
33450 Saint Sulpice et Cameyrac
R.C.S. : Bordeaux D 438 239 402

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 25 SEPTEMBRE 2012

L'an deux mille douze, le 25 septembre, à neuf heures,

Les associés de SOFICED, société civile au capital de 3 348 360 Euros, divisé en 334 836 parts de 10 Euros chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, au siège social, sur convocation de la gérance.

SONT PRESENTS :

Monsieur Denis PURGUE, propriétaire de 20 parts, numérotées de 1 à 20
Madame Marie-France PURGUE, propriétaire de 20 parts, numérotées de 21 à 40
Monsieur Cédric PURGUE, propriétaire de 20 parts, numérotées de 41 à 60

334 776 parts sociales numérotées de 61 à 334 836 pour la nue-propriété et pour l'usufruit viager à Monsieur Denis PURGUE avec réversion au profit de Madame Marie-France BARTHE son épouse.

Total des parts présentes : 334 836 parts sur les 334 836 composant le capital social.

Dès lors l'assemblée peut valablement délibérer et prendre ses décisions à la majorité requise.

Monsieur Denis PURGUE préside la séance en sa qualité de gérant.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Lecture du rapport de la gérance,
- Transfert du siège social et modification corrélative de l'article 4 des statuts,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités,
- Questions diverses.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- le rapport de la gérance,
- le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

Greffe du Tribunal de Commerce de Bordeaux : dépôt N°17465 en date du 25/10/2012

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Il est ensuite donné lecture du rapport de la gérance.

Puis, le Président déclare la discussion ouverte.

Un débat s'instaure entre les associés.

Personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION
L'Assemblée Générale Extraordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, décide de transférer le siège social du 32 Rue de la gare 33450 SAINT SULPICE ET CAMEYRAC au 23 Rue de la gare 33450 SAINT SULPICE ET CAMEYRAC et ce à compter rétroactivement du 01 septembre 2012.

En conséquence, l'Assemblée modifie l'article 4 des statuts de la manière suivante :

ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

"Le siège social est fixé ST SULPICE ET CAMEYRAC (33450) 23 Rue de la Gare

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

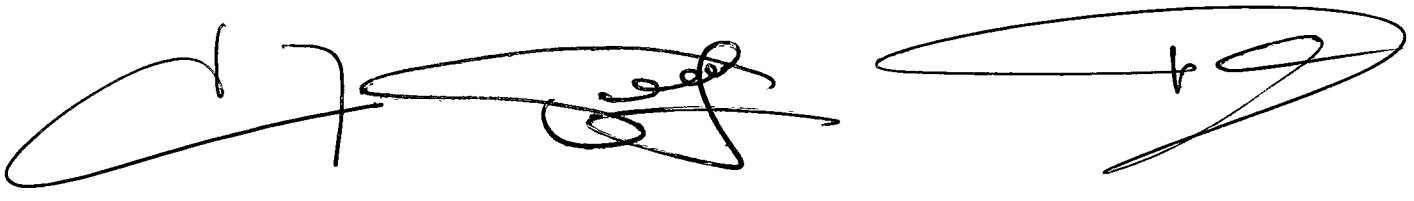
DEUXIEME RESOLUTION :
L'Assemblée Générale Extraordinaire donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour effectuer les formalités et publicités nécessitées par l'adoption des résolutions précédentes.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par le gérant et les associés.

Denis PURGUE Marie France PURGUE Cédric PURGUE



01 0745.

Le présent acte a été
déposé au Greffe du
Tribunal de commerce
de Bordeaux

Le 25 OCT. 2012

sous le N° 17465

SOFICED

Société Civile
au capital de 3.348.360 Euros
Siège social : ST SULPICE ET CAMEYRAC (33450)
23 rue de la Gare
RCS BORDEAUX D 438 239 402

STATUTS

Certifié conforme

STATUTS MODIFIES SELON DECISIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 25 SEPTEMBRE 2012

Greffe du Tribunal de Commerce de Bordeaux : dépôt N°17465 en date du 25/10/2012

ARTICLE 1er - FORME

Il existe, entre les propriétaires des parts ci-après dénombrées, une société civile régie par toutes dispositions légales ou réglementaires applicables aux sociétés civiles et par les présents statuts.

Elle ne peut faire appel public à l'épargne ni émettre des titres négociables.

La société a été constituée par acte établi sous seing privé à ST SULPICE ET CAMEYRAC le 2 juin 2001 enregistré à la recette de Bordeaux Nord-Est le 15 juin 2001 folio 7 bordereau 169/1 .

ARTICLE 2 - DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale est "SOFICED".

ARTICLE 3 - OBJET

La société a pour objet la gestion patrimoniale et notamment l'acquisition, la vente, la propriété, l'administration, la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières, toutes opérations de placements mobiliers, la prise de participation dans toutes sociétés.

Elle peut faire toutes opérations se rapportant à cet objet ou contribuant à sa réalisation, pourvu que celles-ci n'aient pas pour effet d'altérer son caractère civil.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège de la société est fixé : ST SULPICE ET CAMEYRAC (33450) 23 rue de la Gare.

ARTICLE 5 - DUREE DE LA SOCIETE

La durée de la société est de 99 années, à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Cette durée peut être prorogée par décision prise par la collectivité des associés à la majorité prévue pour la modification des statuts.

ARTICLE 6 - FORMATION DU CAPITAL

I. Lors de la constitution, il est apporté à la société par voie
d'apport en numéraire 3.960 Francs,
soit 603,6981082601 euros,
ci ..... 603,6981082601 E

II. Par décision de l'assemblée générale extraordinaire en date du 11 juillet 2001, le capital social a été converti en euros puis réduit d'une somme globale de 3,6981082602 euros (24,25800000036 francs) par diminution de la valeur nominale de chacune des soixante parts sociales de 0,06163513767 euros et par affectation de pareille somme à un compte de réserve indisponible,
ci ..... - 3,6981082601 E

III. Lors d'une augmentation de capital, réalisée aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés, en date, au siège social du 11 juillet 2001 il a été apporté à la société, par voie d'apport en nature des parts de SICAV sous condition de prise en charge de droits de donation, le tout plus amplement décrit sous l'article 22- III des statuts ci-après, pour une valeur nette de 3.347.760 Euros au titre de l'augmentation de capital,
ci, ... 3.347.760 E
et 4,370951 Euros à titre de prime d'apport

TOTAL DES APPORTS COMPOSANT LE CAPITAL SOCIAL :
3.348.360 Euros, ci ..... **3.348.360 E**

ARTICLE 7 - CAPITAL - PARTS SOCIALES

Le capital social est fixé à la somme de 3.348.360 Euros.

Il est divisé en 334.836 parts sociales de 10 Euros de valeur nominale chacune, numérotées de 1 à 334.836.

Par suite des attributions faites à la constitution de la société et lors d'une augmentation de capital, les 334.836 parts sociales sont réparties entre les associés dans les proportions suivantes :

- à Monsieur Denis PURGUE sont attribuées en rémunération de son apport en numéraire, 20 parts sociales, numérotées de 1 à 20, ci ..... 20 parts

- à Madame Marie-France PURGUE sont attribuées en rémunération de son apport en numéraire, 20 parts sociales, numérotées de 21 à 40, ci ..... 20 parts

- à Monsieur Cédric PURGUE sont attribuées en rémunération de son apport en numéraire, 20 parts sociales, numérotées de 41 à 60, ci ..... 20 parts

- à Monsieur Cédric PURGUE
  sont attribuées en rémunération de son apport en nature,
  pour la nue-propriété et pour l'usufruit viager à Monsieur Denis PURGUE
  avec reversion au profit de Madame Marie-France BARTHE, son épouse,
  334.776 parts sociales numérotées de 61 à 334.836, ci ..... 334.776 parts

TOTAL DES PARTS SOCIALES COMPOSANT LE CAPITAL :
334.836 parts sociales, ci ..... **334.836 parts**

ARTICLE 8 - AUGMENTATION OU REDUCTION DU CAPITAL

Les augmentations du capital par attribution de parts gratuites comme les réductions de capital par diminution du nombre de parts peuvent toujours être réalisées malgré l'existence de rompus. Sous cette réserve, les engagements d'un associé ne peuvent être augmentés sans son consentement.

La décision d'augmenter le capital ayant pour effet de faire entrer dans la société un nouvel associé doit comporter son agrément.

ARTICLE 9 - REPRESENTATION DES PARTS

Il n'est créé aucun titre représentatif des parts sociales. Le titre et les droits de chaque associé résultent simplement des présents statuts, des modifications qui leur seraient ultérieurement apportées et des cessions de parts sociales régulièrement consenties.

ARTICLE 10 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS

A chaque part sociale sont attachés des droits égaux dans les bénéfices et l'actif social. La contribution de l'associé aux pertes se détermine également à proportion de ses parts sociales. A l'égard des tiers, les associés répondent indéfiniment des dettes sociales à proportion de leurs parts sociales à la date de l'exigibilité ou au jour de la cessation des paiements.

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les copropriétaires d'une part sociale indivise sont représentés auprès de la société par un mandataire unique, choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux, et qui, en cas de désaccord, est désigné en justice.
Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre d'associés lorsqu'elle est requise, chaque indivisaire non soumis à agrément compte comme associé. L'indivisaire par ailleurs propriétaire de parts sociales lui conférant la qualité d'associé, indépendamment de ses droits dans l'indivision, ne peut être compté qu'une fois. Ces dispositions sont applicables à chaque nu-propriétaire de parts sociales grevées d'usufruit.

L'usufruitier exerce seul le droit de vote attaché aux parts dont la propriété est démembrée, sans préjudice du droit du nu-propriétaire de participer à toutes les décisions collectives.

ARTICLE 11 - FORME ET PUBLICITE DES CESSIONS DE PARTS SOCIALES

La cession de parts sociales doit être constatée par écrit. Elle est rendue opposable à la société dans les formes prévues à l'article 1690 du code civil ou par transfert sur les registres de la société. Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et sa publicité par dépôt en annexe au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 12 - AGREMENT DES TRANSMISSIONS DE PARTS SOCIALES

1 - Les parts sociales, librement cessibles entre associés, ne peuvent être cédées à d'autres personnes qu'avec le consentement de tous les associés. Cette disposition vise toutes transmissions à titre onéreux ou gratuit, y compris celles au profit du conjoint, d'un ascendant ou d'un descendant du cédant, qu'elles portent sur la pleine propriété, la nue-propriété ou l'usufruit des parts sociales.

Le projet de cession est notifié, avec demande d'agrément, à la société et à chacun des associés. La gérance prend toutes dispositions nécessaires pour consulter les associés sur ce projet.

Si l'agrément est refusé, les associés doivent acquérir les parts. Lorsque plusieurs d'entre eux veulent acquérir au total un nombre de parts excédant celui des parts à acheter, il est procédé, sauf convention contraire entre les intéressés, à une réduction de leurs demandes tenant compte du droit de chacun d'eux d'acquérir à proportion du nombre de parts qu'il détenait antérieurement par rapport à celui des parts détenues par l'ensemble des acheteurs. S'il reste, après cette première opération, des parts non attribuées, celles-ci sont réparties dans la même proportion entre les acheteurs dont la demande n'a pas été entièrement servie.

La société peut faire acquérir par un tiers les parts non acquises par les associés, ou procéder au rachat de ces parts en vue de leur annulation. Les dispositions des deux premiers alinéas du présent paragraphe sont applicables à la désignation du tiers acquéreur qui doit être agréé par tous associés autres que le cédant.

Le nom du ou des acquéreurs proposés, ou l'offre de rachat par la société, ainsi que le prix offert sont notifiés au cédant. En cas de contestation sur le prix, celui-ci est fixé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil. Les frais de l'expertise sont à la charge de la partie qui l'a demandée. Sauf convention contraire entre les parties, le prix d'achat ou de rachat est payé comptant.

Toutes les dispositions qui précèdent s'appliquent sans préjudice du droit du cédant de renoncer à son projet et de conserver ses parts, à condition que sa renonciation soit signifiée à la société avant l'expiration d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle il a eu notification de toutes les indications prévues à l'alinéa précédent, y compris, le cas échéant, le prix déterminé par expertise.

Dans tous les cas où les parts sont acquises soit par des associés, soit par des tiers désignés par eux, ou rachetées par la société, si le cédant refuse de signer l'acte de cession après avoir été mis en demeure de le faire, la mutation est régularisée d'office par la gérance ou le représentant de la société, spécialement habilité à cet effet, qui signera en ses lieu et place l'acte de cession. A cet acte qui relate la procédure suivie, sont annexées toutes pièces justificatives.

Si l'offre d'achat ou de rachat de la totalité des parts faisant l'objet du projet de cession n'est pas faite au cédant dans un délai de six mois à compter de la dernière des notifications dudit projet à la société et à chacun des associés, l'agrément à la cession est réputé acquis, à moins que les autres associés ne décident à l'unanimité, dans le même délai, la dissolution anticipée de la société. Dans ce dernier cas, le cédant peut rendre caduque cette décision en faisant connaître qu'il renonce à la cession dans le délai d'un mois à

compter de ladite décision. Ces dispositions se rapportant à l'absence d'offre d'achat dans le délai imparti sont applicables au cas où la société a notifié le refus d'agrément comme au cas où elle aurait omis de le faire.

2 - Les transmissions de parts en cas de fusion, de scission ou de dissolution après réunion de toutes les parts en une seule main d'une personne morale associée sont soumises à agrément dans les conditions prévues au paragraphe 1 du présent article sauf si elles bénéficient à une personne déjà associée.

3 - Les parts sociales peuvent faire l'objet d'un nantissement donnant lieu à une publicité conforme aux dispositions réglementaires en vigueur, qui détermine le rang des créanciers nantis.

Tout associé peut obtenir des autres associés leur consentement à un projet de nantissement dans les mêmes conditions que celles prévues pour leur agrément à une cession de parts. La société doit notifier la décision des associés de consentir au projet de nantissement ou de refuser de l'agréer, dans le délai de deux mois à compter de la dernière des notifications de la demande. Le défaut de réponse dans ce délai est assimilé à un agrément. Le consentement donné au projet de nantissement emporte agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales à la condition que cette réalisation soit notifiée, un mois avant la vente, aux associés et à la société.

Chaque associé peut se substituer à l'acquéreur dans un délai de cinq jours francs à compter de la vente. Si plusieurs associés exercent cette faculté et veulent acquérir au total un nombre de parts excédant celui des parts à acheter, il est procédé, sauf convention contraire entre les intéressés, à une réduction de leurs demandes tenant compte du droit de chacun d'eux d'acquérir à proportion du nombre de parts qu'il détenait antérieurement par rapport à celui des parts détenues par l'ensemble des acheteurs. S'il reste, après cette première opération, des parts non attribuées, celles-ci sont réparties dans la même proportion entre les acheteurs dont la demande n'a pas été entièrement servie. Si les associés ne se substituent pas à l'acquéreur pour la totalité des parts faisant l'objet de la vente forcée, la société peut procéder au rachat des parts en vue de leur annulation.

La réalisation forcée qui ne procède pas d'un nantissement auquel les autres associés ont donné leur consentement doit pareillement être notifiée, un mois avant la vente, aux associés et à la société. Les associés peuvent, dans ce délai, décider l'acquisition des parts, leur rachat en vue de leur annulation, ou la dissolution de la société, dans les conditions prévues au paragraphe 1, ci-dessus. Si la vente a eu lieu, les associés ou la société peuvent exercer la faculté de substitution qui leur est reconnue à l'alinéa 3 du présent paragraphe. Le non-exercice de cette faculté emporte agrément de l'acquéreur.

4 - En cas de décès d'un associé, la société n'est pas dissoute. Les parts sociales sont transmises librement par succession au profit de toute personne ayant déjà la qualité d'associé. Tous autres héritiers, conjoint ou ayants droit ne deviennent associés que s'ils ont reçu l'agrément de tous les associés survivants. Lorsque la succession est dévolue à une personne morale, celle-ci ne devient associée que si elle est agréée dans les mêmes conditions.

Tout héritier, ayant droit ou conjoint, qu'il soit ou non soumis à agrément, doit justifier, dans les meilleurs délais, de ses qualités héréditaires et de son état civil auprès de la gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant ces qualités.

Tant que subsiste une indivision successorale, les parts qui en dépendent ne sont prises en compte pour

les décisions collectives que si un indivisaire au moins n'est pas soumis à agrément. Ceux des indivisaires qui répondent à cette condition ont seuls la qualité d'associé. S'il n'en existe qu'un, il représente de plein droit l'indivision ; s'il en existe plusieurs, ils doivent désigner un mandataire commun.

Tout acte de partage est valablement notifié à la société par le copartageant le plus diligent. Si les droits hérités sont divis, l'héritier ou l'ayant droit notifie à la société une demande d'agrément en justifiant de ses droits et qualités.

Si tous les indivisaires sont soumis à agrément, la société peut, sans attendre le partage, statuer sur leur agrément global. De convention essentielle entre les associés, elle peut aussi, à l'expiration d'un délai de six mois à compter du décès, intenter toute action appropriée devant la juridiction compétente du lieu d'ouverture de la succession pour obtenir qu'il soit procédé au partage de l'indivision dont le maintien empêche le fonctionnement normal de la société.

Lorsque les droits hérités sont divis, la société peut se prononcer sur l'agrément même en l'absence de demande de l'intéressé.

Les dispositions concernant la procédure d'agrément et les conséquences du refus d'un projet de cession entre vifs, sont applicables, en tant que de raison, aux mutations par décès. Toutefois, dans l'hypothèse où le refus d'agréer est signifié par la société sans demande préalable des intéressés accompagnée d'un projet de partage, le délai de six mois, à l'expiration duquel l'agrément est réputé acquis à défaut d'offre d'achat ou de rachat, court à compter de la notification de ce refus.

La valeur des droits sociaux payée au conjoint, aux héritiers et ayants droit qui ne deviennent pas associés, soit par les nouveaux titulaires des parts sociales soit par la société si celle-ci les a rachetées pour les annuler, est déterminée au jour du décès. En cas de contestation, l'évaluation est faite conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

Le conjoint, les héritiers et ayants droit non agréés ne peuvent déclarer renoncer à leur projet de partage pour écarter ou retarder l'achat ou le rachat des parts de leur auteur.

5 - En cas de dissolution de communauté par le décès de l'époux associé, le conjoint survivant et les héritiers doivent être agréés conformément aux dispositions du paragraphe 4, ci-dessus, à moins qu'ils n'aient déjà la qualité d'associé.

Il en est de même pour les héritiers si la liquidation résulte du décès du conjoint de l'époux associé, sans préjudice du droit qu'obtiendrait ce dernier, lors de la liquidation de la communauté, de conserver la totalité des parts inscrites à son nom.

Sous cette même réserve, la liquidation de communauté intervenant du vivant des époux ne peut attribuer définitivement au conjoint de l'associé des parts sociales, que si ce conjoint est agréé à l'unanimité des associés, la procédure d'agrément étant soumise aux dispositions du paragraphe 1 ci-dessus. Toutefois,à défaut d'agrément, le conjoint associé bénéficie d'une priorité d'achat pour assurer la conservation de la totalité des parts inscrites à son nom.

6 - Si, durant la communauté de biens existant entre deux époux, le conjoint de l'époux associé notifie son intention d'être personnellement associé, postérieurement à l'apport ou à l'acquisition de parts effectué par son conjoint associé, conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du code civil, il doit être agréé par une décision prise à l'unanimité des associés autres que son époux qui ne participe pas au vote.

7 - Le projet de cession de parts ou de nantissement en vue d'un agrément, la renonciation au projet de cession, la date de réalisation forcée des parts sont notifiés par acte d'huissier de justice ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

S'il résulte d'un acte sous seing privé et s'il n'a pas été accepté par elle dans un acte authentique, le nantissement des parts sociales est signifié à la société par acte d'huissier de justice.

Les décisions de la société et des associés sur la demande d'agrément, le nom du ou des acquéreurs proposés, l'offre de rachat par la société sont notifiés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Toutes autres notifications ou significations sont faites soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception soit par acte d'huissier de justice. L'urgence justifie en outre, dans tous les cas, le recours à ce dernier procédé.

ARTICLE 13 - RETRAIT D'UN ASSOCIE

L'associé qui ne dispose pas d'acheteur pour ses parts sociales ne peut se retirer de la société sans une autorisation donnée par une décision unanime des autres associés. Toutefois, son retrait de la société peut être autorisé par décision de justice, s'il est fondé sur de justes motifs. L'associé autorisé à se retirer a droit à la valeur de ses droits sociaux qui sont achetés soit par les autres associés soit par des tiers désignés par eux, ou rachetés par la société elle-même. En cas de contestation cette valeur est fixée conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

L'associé qui se retire ne peut prétendre à la reprise du bien qu'il a apporté et qui se trouve encore en nature dans l'actif social, cette reprise ne pouvant s'exercer qu'après la dissolution et la liquidation de la société.

La valeur des droits sociaux de l'associé qui se retire est payable comptant au jour de la réalisation effective du rachat.

Lorsqu'un associé a demandé à se retirer de la société conformément aux dispositions ci-dessus, les autres associés peuvent à l'unanimité décider la dissolution anticipée de la société.

ARTICLE 14 - ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

La société est gérée par une ou plusieurs personnes, associées ou non, nommées pour une durée limitée ou non, par décision collective adoptée à l'unanimité des associés exerçant le droit de vote.

Tout gérant est révocable dans les mêmes conditions. La révocation peut également être prononcée par les tribunaux pour cause légitime, à la demande de tout associé.

S'il est associé, le gérant révoqué conserve ses parts sociales ; il ne peut se retirer de la société que dans les conditions prévues à l'article 13, sans pouvoir invoquer un droit de retrait résultant directement de sa révocation.

Tout gérant peut résigner ses fonctions à condition de notifier sa décision à tous les associés, par lettre recommandée avec accusé de réception, trois mois au moins avant la prise d'effet de sa démission.

Le gérant qui était associé et vient à perdre cette qualité, soit en cédant la totalité de ses parts, soit en

se retirant de la société par application des dispositions de l'article 13 est réputé démissionnaire d'office.

Dans les rapports entre associés, le gérant peut accomplir tous les actes de gestion et de disposition que demande l'intérêt de la société. S'il y a plusieurs gérants, ils exercent séparément ces pouvoirs, sauf le droit qui appartient à chacun de s'opposer à une opération avant qu'elle ne soit conclue.

Dans les rapports avec les tiers, le gérant engage la société par les actes entrant dans l'objet social. En cas de pluralité de gérants, ceux-ci détiennent séparément les pouvoirs. L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Les gérants peuvent percevoir une rémunération de leurs fonctions, fixée par une décision collective prise dans les mêmes conditions que la décision qui les nomme. Ils ont droit, sur justification, au remboursement des frais exposés par eux dans l'exercice de leurs fonctions.

ARTICLE 15 - DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

Les décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par les associés et résultent, au choix de la gérance, soit d'une assemblée générale, soit d'une consultation écrite des associés. Les décisions peuvent encore résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives et de se faire représenter à une assemblée par un autre associé.

La convocation d'une assemblée ou la consultation écrite des associés est faite par la gérance. Un associé non gérant peut à tout moment, par lettre recommandée, demander à la gérance de provoquer une délibération des associés sur une question déterminée.

En cas de tenue d'une assemblée, celle-ci a lieu au siège social ou dans tout autre endroit de la même ville.

L'assemblée est présidée par un gérant ou, le cas échéant, par le mandataire de justice chargé de la convoquer. A défaut, elle est présidée par un associé désigné à la majorité des associés présents ou représentés.

En cas de consultation écrite, chaque associé dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception des documents qui doivent lui être adressés pour émettre son vote par écrit. Passé ce délai, les votes ne seront plus reçus.

Sous réserve des dispositions spéciales des présents statuts fixant des conditions particulières de majorité ou exigeant l'unanimité pour certaines décisions déterminées, les décisions collectives, pour être valablement prises, doivent être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié du capital si elles ne comportent aucune modification des statuts ; et, celles qui comportent au contraire une telle modification ne peuvent être valablement prises qu'à la majorité des associés représentant au moins les deux tiers du capital social. En aucun cas, la modification des statuts ne peut augmenter les engagements d'un associé sans son consentement.

ARTICLE 16 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 17 - REDDITION ANNUELLE DE COMPTE

La gérance doit, au moins une fois dans l'année, rendre compte de sa gestion aux associés dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

A cet effet, elle établit les comptes en conformité des usages ou de la réglementation applicables dans l'activité exercée qui permettront de dégager le résultat de la période considérée.

ARTICLE 18 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Les bénéfices nets sont égaux à la variation de l'actif net entre l'ouverture et la clôture de l'exercice, l'actif net étant déterminé en tenant compte de la valeur vénale réelle des éléments le composant.

Les bénéfices distribuables constitués par les bénéfices nets, tels que déterminés ci-dessus, diminués des pertes antérieures et augmentés des reports bénéficiaires, sont affectés par décision collective des associés, qui, sur la proposition de la gérance, peuvent, en tout ou en partie, les reporter à nouveau, les affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux ou les distribuer proportionnellement aux parts.

Les associés peuvent décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont ils ont la disposition.

ARTICLE 19 - LIQUIDATION - PARTAGE

La dissolution met fin aux fonctions des gérants. Le liquidateur est nommé par décision collective adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si les associés n'ont pu nommer un liquidateur, celui-ci est désigné, à la demande de tout intéressé, par ordonnance du président du tribunal de grande instance statuant sur requête.

Le liquidateur représente la société et dispose des pouvoirs les plus étendus pour achever les affaires en cours, réaliser, même à l'amiable, l'actif social, payer le passif exigible et répartir le solde disponible, sous réserve des dispositions ci-dessous concernant la reprise d'un apport en nature. L'acte de nomination peut apporter des restrictions à ces pouvoirs sans que celles-ci doivent être adoptées aux conditions requises pour la modification des statuts. Ces restrictions ne sont opposables aux tiers qu'à condition d'avoir été publiées en même temps que la nomination, conformément à la réglementation en vigueur.

Sauf disposition contraire de l'acte de nomination, si plusieurs liquidateurs ont été nommés, ils peuvent exercer leurs fonctions séparément. Toutefois les documents soumis aux associés sont établis et présentés en commun.

Après paiement des dettes et remboursement du capital social, l'actif net est partagé entre les associés à proportion de leurs parts sociales. Les règles concernant le partage des successions, y compris l'attribution préférentielle, sont applicables.

Tout bien apporté qui se retrouve en nature dans la masse partagée est attribué, sur sa demande, et à charge de soulte s'il y a lieu, à l'associé qui en avait fait l'apport. Cette faculté s'exerce avant tout autre droit à une attribution préférentielle.

Lorsque la dissolution est prononcée par l'associé unique, elle entraîne au profit de celui-ci la

transmission universelle du patrimoine de la société, sans qu'il y ait lieu à liquidation, dans les conditions fixées par la loi.

ARTICLE 20 - NOMINATION DU PREMIER GERANT

Le premier gérant de la société, nommé sans limitation de durée est Monsieur Denis PURGUE.

En cas de cessation de ses fonctions en raison de son décès ou d'une incapacité temporaire ou définitive au sens de l'article 488 al. 2 du code civil, Monsieur Denis PURGUE sera remplacé par Monsieur Cédric PURGUE qui prendra automatiquement ses fonctions à la date de cessation de celles de Monsieur Denis PURGUE, pour la durée de son mandat ou pour la durée d'empêchement de Monsieur Denis PURGUE, en cas d'incapacité temporaire.

En cas de cessation de ses fonctions en raison de son décès ou d'une incapacité temporaire ou définitive au sens de l'article 488 al. 2 du code civil, Monsieur Cédric PURGUE sera remplacé par Madame Marie-France BARTHE épouse PURGUE qui prendra automatiquement ses fonctions à la date de cessation de celles de Monsieur Cédric PURGUE, pour la durée de son mandat ou pour la durée d'empêchement de Monsieur Cédric PURGUE, en cas d'incapacité temporaire.

Les gérants ainsi nommés sont tenus de consacrer tout le temps nécessaire aux affaires sociales.

ARTICLE 21 - IDENTITE ET DESIGNATION DES PERSONNES QUI SONT INTERVENUES A L'ACTE CONSTITUTIF SOIT PAR ELLES-MEMES, SOIT PAR MANDATAIRE

- Monsieur Denis PURGUE demeurant à SAINT LOUBES (33450) 79 Chemin de Cavernes, époux de Madame Marie-France BARTHE

  nés, Monsieur à SAINT LOUBES (33450), le 13 janvier 1946,
  Madame à ST SULPICE ET CAMEYRAC (33450), le 15 juin 1947,

Initialement soumis au régime de la communauté légale réduite aux acquêts, pour avoir contracté mariage à la mairie de SAINT-LOUBES (Gironde) le 17 août 1968, sans l'avoir fait précéder d'un contrat de mariage ;

Mais ayant adopté le régime de la séparation de biens pur et simple, aux termes d'un acte de changement de régime matrimonial reçu par Maître RENAULT, notaire à SAINT-LOUBES (Gironde) le 19 septembre 1984.

Ledit acte homologué par jugement du Tribunal de Grande Instance de BORDEAUX, le 6 décembre 1984

- Madame Marie-France BARTHE demeurant à SAINT LOUBES (33450) 79 Chemin de Cavernes, épouse de Monsieur Denis PURGUE

  nés, Monsieur à SAINT SULPICE ET CAMEYRAC (33450), le 13 janvier 1946,
  Madame à SAINT LOUBES (33450), le 15 juin 1947,

Initialement soumis au régime de la communauté légale réduite aux acquêts, pour avoir contracté mariage à la mairie de SAINT-LOUBES (Gironde) le 17 août 1968, sans l'avoir fait précéder d'un contrat de mariage ;

Mais ayant adopté le régime de la séparation de biens pur et simple, aux termes d'un acte de changement de régime matrimonial reçu par Maître RENAULT, notaire à SAINT-LOUBES (Gironde) le 19 septembre 1984.

Ledit acte homologué par jugement du Tribunal de Grande Instance de BORDEAUX, le 6 décembre 1984

- Monsieur Cédric PURGUE, né le 11 mai 1973 à CENON (Gironde), demeurant à SAINT-LOUBES (Gironde), 79 Chemin de Cavernes, célibataire.

ARTICLE 22 - LES APPORTS A LA SOCIETE

I - LORS DE LA CONSTITUTION :

- par Monsieur Denis PURGUE, une somme de
  1.320 francs, ci ..... 1.320 F

- par Madame Marie-France PURGUE, une somme de
  1.320 francs, ci ..... 1.320 F

- par Monsieur Cédric PURGUE, une somme de
  1.320 francs, ci ..... 1.320 F

TOTAL DES APPORTS EN NUMERAIRE : TROIS MILLE NEUF CENT SOIXANTE FRANCS, ci ..... 3.960 F

Soit 603,6981082601 euros, ci 603,6981082601E

Cette somme a été versée dans la Caisse sociale.

En rémunération de ces apports en numéraire, il a été créé soixante parts sociales, dont vingt attribuées à chacun des associés.

II - LORS DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 11 JUILLET 2001 :

Il a été décidé la conversion du capital en Euro par réduction de celui-ci d'une somme globale de 3,6981082602 Euros (24,25800000036 francs) par diminution de la valeur nominale de chacune des soixante parts sociales de 0,06163513767 Euros et par affectation de pareille somme à un compte de réserve indisponible,

ci ..... - 3,6981082602 E

Puis il a été procédé à une augmentation de capital par voie d'apport en nature dont la description suit :

Apports en nature consentis par Monsieur Cédric PURGUE de 12 parts de SICAV « CAPIMONETAIRE » (Code Valeur 393) d'une valeur unitaire liquidative au 10 Juillet 2001 de 453,2662 Francs et de 802 parts de SICAV « MONEVALOR » (Code valeur 397) d'une valeur unitaire liquidative au 10 Juillet 2001 de 31.745,49818 Francs détenues à la Société Générale agence de Libourne (Gironde) sur le compte nue-propriété Cédric PURGE / usufruit Denis PURGUE numéro 30003 00394 5154385, avec le concours de Monsieur Denis PURGUE, usufruitier dudit compte, avec réversion d'usufruit au profit de Madame Marie-France BARTHE, son épouse, sous condition de la prise en charge des droits de donation afférents à la déclaration de reconnaissance de transfert de la nue-propriété d'actions réalisé à titre de donation simple en date à ST LOUBES du 16 février 2001 enregistrée à la Recette de Bordeaux Nord-Est le 16 février 2001, bordereau 50/6, dûs par Monsieur Denis PURGUE usufruitier, et Monsieur Cédric PURGUE nu-propriétaire, au prorata de la valeur de leurs droits (usufruit =3/10ème ; nue-propriété = 7/10ème) sur la valeur de la pleine propriété, ces droits s'élevant à 3.505.434 Francs, soit 534.399,9682906 Euros, soit un apport net de 3.347.764,370951 Euros (3.882.164,339242 - 534.399,9682906) ;

Monsieur Denis PURGUE, également associé, a consenti à cet apport contre report de son usufruit par voie de subrogation réelle, sur les parts sociales émises en rémunération par la société bénéficiaire avec réversion d'usufruit au profit de son épouse Madame Marie-France BARTHE et, contre la prise en charge par la société SOFICED de toutes les sommes qui pourraient être mis à sa charge en vertu de la convention de garantie consentie au CREDIT IMMOBILIER DE LA GIRONDE», Société Anonyme au capital de 4.042.710 Francs, dont le siège social est à BORDEAUX (33300), 100, avenue de la Jallère, immatriculée sous le numéro 457 210 599 au registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX, dans le cadre de la cession en date du 27 février 2001 des CINQ MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT DIX NEUF (5.499) actions de la Société Anonyme I.G.C. au capital de 1.983.160 francs divisé en NEUF MILLE DEUX CENT VINGT QUATRE (9.224) actions de 215 francs de valeur nominale chacune, dont le siège social est à BEYCHAC ET CAILLAU (Gironde) Lieudit Landrieu, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX sous le numéro B 306 039 470 en date du 27 février 2001.

Les 12 parts de SICAV « CAPIMONETAIRE » et les 802 parts de SICAV « MONEVALOR » ont été évaluées globalement à 25.465.328,73476 Francs soit 3.882.164,339242 Euros
ci, ... 3.882.164,339242 E

Somme de laquelle a été retranchée :

Le montant des droits de donation afférents à la déclaration de reconnaissance de transfert de la nue-propriété d'actions réalisé à titre de donation simple en date à ST LOUBES du 16 février 2001

enregistrée à la Recette de Bordeaux Nord-Est le 16 février 2001, bordereau 50/6, s'élevant à 3.505.434 Francs, soit 534.399,9682906 Euros

ci, ... - 534.399,9682906 E

La valeur de l'apport net de la prise en charge par la société du passif susvisé, s'est ainsi élevé à 3.347.764,370951 Euros, arrondis à 3.347.760 Euros,

ci, ... 3.347.760 E

La différence, soit la somme de 4,370951 Euros ayant été inscrite en compte "prime d'apport".

REMUNERATION DES APPORTS

Ainsi en contrepartie de l'apport des 12 parts de SICAV « CAPIMONETAIRE » (Code Valeur 393) et des 802 parts de SICAV « MONEVALOR » (Code valeur 397) par Monsieur Cédric PURGUE pour la nue-propriété sous l'usufruit de Monsieur Denis PURGUE avec réversion au profit de son épouse, Madame Marie-France BARTHE, sous condition de la prise en charge des droits de donation afférents à la déclaration de reconnaissance de transfert de la nue-propriété d'actions réalisé à titre de donation simple en date à ST LOUBES du 16 février 2001 enregistrée à la Recette de Bordeaux Nord-Est le 16 février 2001, bordereau 50/6, Monsieur Cédric PURGUE a reçu pour la nue-propriété et Monsieur Denis PURGUE pour l'usufruit viager avec réversion au profit de son épouse, Madame Marie-France BARTHE, 334.776 parts sociales numérotées de 61 à 334.836.

STATUTS MODIFIES SUIVANT DECISIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 25 SEPTEMBRE 2012